

- Précis tel qu'il apparaît dans le document.
- Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.

Notre site : <http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite>

CANADA

CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

Luc Godbout et Karine Dumont, « Mettre cartes sur table pour résoudre le déséquilibre fiscal », avril 2005, 59 pages.

http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite/publications/memoire_deseq-fiscal.pdf

Analyse critique de l'existence du déséquilibre fiscal canadien.

● Dans ce mémoire déposé dans le cadre des consultations du Sous-comité sur le déséquilibre fiscal du Comité permanent des finances du gouvernement du Canada, les auteurs analysent les arguments utilisés pour illustrer ou nier l'existence du déséquilibre fiscal et concluent en sa présence au sein de la fédération canadienne. Par la suite, différentes pistes de solution sont proposées afin de la résoudre.

CANADIAN CENTRE FOR POLICY ALTERNATIVES (CCPA)

« Can We Afford It: The Case for the New 2005 Federal Budget », *Alternative Federal Budget 2005 : Briefing Paper*, 10 mai 2005, 5 pages.

http://www.policyalternatives.ca/documents/National_Office_Pubs/2005/afb_budget_brief.pdf

Analyse critique du budget fédéral révisé suite à l'entente PLC-NPD : un budget amélioré et qui devrait être adopté, selon le CCPA.

■ The Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA) has prepared this report to analyze the affordability of the revised federal budget. While the revised budget falls short of the prescriptions advanced in the Centre's Alternative Federal Budget, we conclude that it is both affordable and a substantial improvement over the original 2005 federal budget. We expect that the government will have sufficient budget surpluses to pay for all of the new spending outlined in the government's original budget, plus the \$4.6 billion in new measures negotiated with the NDP. In addition, we believe that there is evidence of sufficient fiscal capacity to enact additional spending in several areas neglected in this budget. Thus, while the budget is far from perfect, the AFB concludes that it should be passed.

Andrew Jackson, « The Case Against More Corporate Tax Cuts », *Behind the numbers*, vol. 7, no 3, 29 avril 2005, 6 pages.

http://www.policyalternatives.ca/documents/National_Office_Pubs/2005/btn7_3.pdf

Selon cette étude, les réductions prévues des taux d'imposition des sociétés sont injustifiées.

■ Despite outraged business and media reaction to the NDP's demand for rescinding a new round of corporate tax cuts in return for supporting the Liberal government's 2005 Budget, a strong case can be made that further reductions in corporate taxes are unjustified. Corporate profits have already soared to a record high, in large part because of the substantial business tax cuts enacted in previous government budgets. The full corporate tax rate cut of nine percentage points implemented between 2000 and 2010, plus the elimination of the surtax and capital tax, will reduce annual federal government revenues by \$12.6 billion in 2010. Reports by KPMG, The Economist, and other reputable sources rank Canada very highly in terms of both tax competitiveness and overall cost competitiveness. Canada's key economic weaknesses are in the building-blocks of a knowledge-based economy, in areas such as innovation and skills. Thus the diversion of proposed additional corporate tax cuts into social investments such as early childhood education and expanded access to post-secondary education would do more to boost the economy and create jobs than swelling already overflowing corporate profits that are not being ploughed back into the economy.

INSTITUT C.D. HOWE

Duanjie Chen et Jack M. Mintz, « Federal Corporate Tax Cuts Would Lift Canada's Standard of Living », *e-brief*, 26 avril 2005, 3 pages.

http://www.cdhowe.org/pdf/ebrief_14.pdf

Les réductions d'impôt des sociétés constituent la bonne approche pour augmenter les investissements au Canada.

■ Overall, taxation of businesses reduces their incentive to invest in capital and restricts their ability to expand and innovate, making it harder to hire new workers or pay existing ones higher salaries. Provisions in the 2005/2006 federal budget to cut corporate taxes by 2010, along with further reductions set out in earlier budgets, will stimulate \$56 billion in capital investments by Canadian businesses. Those investments will boost Canada's gross domestic product (GDP) by \$5 billion annually and create 340,000 jobs at little fiscal cost to Canadian governments. The 2005 federal budget, providing further corporate tax cuts, is the right approach to improving Canada's investment climate. With significant economic benefits that pay for themselves, corporate tax rate cuts are a slam-dunk in public-policy terms.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Pierre Desrochers et Jasmin Guénette, « Concilier profits et environnement : le recyclage des déchets industriels dans une économie de marché », avril 2005, 36 pages.

http://www.iedm.org/uploaded/pdf/avril2005_fr.pdf

Est-ce l'efficacité ou la rentabilité, et non la réglementation, qui constitue le premier facteur de motivation à la modernisation environnementale des entreprises?

■ Selon un point de vue répandu, l'exploitation à courte vue des richesses naturelles et l'affaiblissement des normes environnementales constitueraient les conséquences inévitables de la logique marchande. Plusieurs intellectuels et militants écologistes soutiennent notamment que la recherche du profit aurait de tout temps incité les industriels à rejeter leurs résidus dans la nature plutôt qu'à chercher à les transformer en produits utiles et à réduire par le fait même la pollution résultant de

leurs opérations. Dans ce contexte, seule une réglementation gouvernementale toujours plus contraignante permettrait d'amoindrir l'impact environnemental de l'activité économique. Ce cahier de recherche soutient que cette perception est erronée. Dans la conclusion, nous montrons que l'objectif de la très grande majorité des théoriciens du développement durable et de leurs partisans est de recréer sans le savoir le fonctionnement normal d'une économie de marché au moyen d'instruments économiques qui furent privilégiés par les planificateurs des économies communistes, notamment dans la Hongrie de l'après-guerre, où leur utilisation déboucha sur la plus grande catastrophe écologique de l'histoire de l'humanité. Nous discutons finalement des raisons pour lesquelles des perspectives erronées dominent actuellement le débat sur le développement durable. La principale leçon à tirer de cette étude est que la nature se porte mieux lorsque les gens oeuvrant dans le secteur privé se consacrent à la poursuite de leur intérêt individuel, dans un contexte où ils sont tenus responsables de leurs actions mais où ils sont également libres d'innover et où les interventions politico-bureaucratiques sont minimisées.

CANADIAN TAX FOUNDATION

Viswanath Umashanker Trivedi, Mohamed Shehata et Stuart Mestelman, « Attitudes, Incentives, and Tax Compliance », 2005, *Revue fiscale canadienne*, vol.53, no 1, 33 pages.

<http://www.ctf.ca/PDF/05ctj/05ctj1-trivedi.pdf>

Une analyse des causes du comportement des contribuables face à l'évasion fiscale.

● Des données publiées par l'Agence du revenu du Canada montrent que l'observation fiscale à son niveau le plus simple (production et paiement à temps) est plutôt satisfaisante tandis qu'elle devient plus problématique à des niveaux complexes, si on se fie à la proportion de contribuables soumis à des risques d'inobservation plus importants. Pour savoir si une augmentation du nombre de vérifications et du montant des pénalités constitue la meilleure façon de contrer l'inobservation, il faut connaître les raisons pour lesquelles les contribuables font défaut de se conformer. Si les contribuables ne s'intéressent qu'aux allègements et s'en remettent au hasard de la « loterie de la vérification », l'augmentation du montant des taux des pénalités et du nombre de vérifications devrait contribuer à améliorer l'observation. Mais si les facteurs psychologiques (préoccupations d'ordre moral et éthique) sont importants, on pourrait encourager l'observation par l'élaboration de stratégies qui modifient l'attitude des contribuables envers le régime fiscal, par exemple en améliorant la perception de son caractère équitable et en facilitant la conformité aux lois fiscales. Cette analyse s'ajoute à la doctrine sur les mesures appropriées d'observation fiscale à utiliser pour déterminer quels changements aux lois fiscales encourageraient l'observation. Dans le passé, certaines études utilisaient des mesures fondées sur des questions d'observation fiscale dans des situations hypothétiques tandis que d'autres études avaient recours à des mesures fondées sur des méthodes économiques expérimentales. Cet article conclut que ce sont ces méthodes qui produisent la mesure qui offre la meilleure corrélation avec la participation volontaire à l'évasion fiscale, du moins si les méthodes sont du type décrit ci-après où une terminologie propre à la fiscalité est utilisée. Un deuxième objectif de cet article est d'utiliser une expérience de contrôle qui évalue l'observation fiscale chez les sujets (des étudiants) de l'étude pour vérifier : 1) les prédictions de la théorie économique et 2) une théorie psychologique particulière sur la raison pour laquelle des contribuables pourraient se conformer ou non à la loi (théorie de Ajzen sur le comportement planifié). Dans la tradition des méthodes économiques expérimentales, les participants à l'expérience se voient accorder des incitatifs monétaires réels pour motiver leur comportement. Cependant, pour introduire des facteurs psychologiques, tels les comportements, dans l'aspect moral de l'évasion fiscale, cette étude se démarque de la plupart des recherches économiques expérimentales passées par l'utilisation d'une terminologie propre à la fiscalité pour décrire aux participants le processus de prise de décision. Les résultats confirment généralement les prédictions de la théorie de Ajzen et soulignent l'importance de tenir compte des attitudes et des intentions de la personne au sujet de l'observation fiscale en plus des considérations d'ordre économique. D'autres recherches seront nécessaires pour confirmer nos conclusions et déterminer la meilleure façon de les appliquer dans un contexte de modalités avant de les utiliser dans un contexte décisionnel.

Thomas E. McDonnell et David E. McDonnell, « Taxing for Health Care – The Ontario Model, 2004 », 2005, *Revue fiscale canadienne*, vol. 53, no 1, 28 pages.

<http://www.ctf.ca/PDF/05ctj/05ctj1-mcdonnell.pdf>

Une analyse de la taxe sur la santé prélevée en fonction du revenu, réintroduite en Ontario par le budget de 2004

● In its 2004 budget, Ontario reintroduced a health-care levy related to taxable income to finance additional expenditures on health care. This paper examines policy aspects of the new Ontario health premium (OHP) through both specific analyses of its basic features and a broader assessment in light of the benefit and ability-to-pay principles of taxation. Analysis of the basic features produces the following conclusions: over a wide range of incomes, the new tax is largely proportional to income and is neither progressive nor regressive; Ontario premiums are generally lower than Alberta and British Columbia premiums at lower income levels but exceed them at higher levels; and the OHP represents in some ways a return to the Ontario health-care premiums of the 1959-1989 period, although those premiums were collected directly from individuals outside the tax structure while the OHP forms part of the personal income tax. The rest of the paper provides a broader assessment of the OHP. The authors suggest that Ontario health-care premiums should increase with increases in future health costs. They also question whether the 2004 Ontario model for raising additional revenue for health care is based on proper principles. They argue that in principle, individuals ought to pay on a reimbursement basis for the cost of programs that benefit them in a specific way. The amount of the payment ought to be proportional to the cost of the benefit received, not to income. An income or sales tax is the appropriate revenue source only when the benefit is enjoyed by all members of society in a general, rather than a specifically quantifiable, way.

STATISTIQUE CANADA

Patrice Martineau, *L'impôt fédéral sur le revenu des particuliers : la part de chacun*, avril 2005, 12 pages.
<http://www.statcan.ca/francais/research/11-621-MIF/11-621-MIF2005024.pdf>

Qui paye la plus grande part de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers?

■ Dans cette étude, on analyse l'évolution du revenu, de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers et de son taux effectif d'imposition entre 1990 et 2002. Les résultats sont concluants : les 10 % des déclarants ayant les revenus les plus élevés ont payé plus de la moitié de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers en 2002. De plus, leur part s'est accrue depuis 1990. Cette année-là, ce groupe de déclarants avait payé 46,0 % de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers, alors qu'en 2002, cette part a atteint 52,6 %. Cette hausse reflète l'augmentation plus rapide des revenus totaux de ce groupe par rapport aux autres groupes ainsi que la baisse moins marquée du taux effectif d'imposition de leurs revenus. À l'opposé, la moitié des déclarants ayant les revenus les moins élevés a vu sa part de la ponction fiscale diminuer au cours de la période observée. Alors qu'en 1990, ce groupe avait payé 6,7 % de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers, cette proportion a décliné pour se situer à 4,4 % en 2002. En fait, ce groupe a payé moins d'impôt fédéral sur le revenu en 2002 qu'en 1990, et ce, malgré une hausse de ses revenus. En ce qui concerne le taux effectif d'imposition, les déclarants ayant les revenus intermédiaires furent les grands gagnants. Pour ce groupe, ce taux est passé de 11,75 dollars à 10,14 dollars d'impôt fédéral payé par tranche de 100 dollars de revenu, une diminution de 1,61 dollar. Globalement, entre 1990 et 2002, les Canadiens ont vu leurs revenus totaux augmenter plus rapidement que l'impôt fédéral sur ces revenus, l'impôt payé augmentant de 49,4 % alors que les revenus totaux enregistraient une hausse de 63,8 % au cours de la même période. Ainsi, le taux effectif moyen de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers, c'est-à-dire le montant d'impôt payé pour chaque tranche de 100 dollars de revenu, a diminué de 1,07 dollar au cours de la période observée, passant de 12,25 dollars en 1990 à 11,18 dollars en 2002.

INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES (IRPP)

Thomas J. Courchene, *Vertical and Horizontal Fiscal Imbalances: an Ontario Perspective*, 4 mai 2005, 18 pages.
http://www.irpp.org/miscpubs/archive/tjc_050504.pdf

Le point de vue de l'Ontario sur le déséquilibre fiscal.

● One of the objectives of this paper is to attempt to demonstrate that Ontario merits a better fiscal deal within the federation. Some of this will merely reiterate the position taken by Premier Dalton McGuinty (and by Premiers Harris and Rae before him) as well as the recent quantitative evidence provided by Lovely (2005). However, the ensuing analysis will then go on to

provide a different (and no doubt controversial) approach to argue that Ontario is progressively being saddled with fiscal imbalances vis-à-vis both Ottawa and the rest of the provinces.

ÉTATS-UNIS

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES

Joel Friedman, David Kamin et Robert Greenstein, « Tax Foundation Figures Do Not Represent Middle-Income Tax Burdens », 7 avril 2005, 5 pages.

<http://www.cbpp.org/4-7-05tax2.htm>

Selon ce rapport, la Tax Foundation surestime l'impôt moyen payé par les familles américaines, pour le calcul du « Tax Freedom Day ».

■ Each year shortly before April 15, the Tax Foundation releases a report projecting "Tax Freedom Day," which it describes as the day when "Americans will finally have earned enough money to pay off their total tax bill for the year." Over the years, pundits and policymakers often have misinterpreted the Tax Foundation's report as reflecting the tax burdens that the broad swath of middle-income families must shoulder; the Tax Foundation's presentations invite this misinterpretation. In fact, however, middle-income taxpayers pay significantly less in taxes as a share of their income than the Tax Foundation's report implies. The Tax Foundation employs averages in a misleading fashion that overstates the tax burdens of the vast majority of families. Analysis by authoritative institutions such as the Congressional Budget Office shows most Americans pay significantly less in taxes than the Tax Foundation reports.

TAX POLICY CENTER (URBAN INSTITUTE/BROOKINGS INSTITUTION)

William G. Gale, « The National Retail Sales Tax: What Would the Rate Have To Be? », Tax Break , 16 mai 2005 , 23 pages.

http://www.urban.org/UploadedPDF/1000785_Tax_Break_5-16-05.pdf

Taxe à la consommation fédérale en remplacement des taxes actuelles : une étude pour déterminer un taux permettant de combler le manque à gagner.

● H.R. 25 would replace federal taxes with a 23 percent tax-inclusive (30 percent tax-exclusive) sales tax on private consumption, household interest payments, and government spending, and give households payments to offset taxes on consumption up to the poverty line. This paper shows that even if there were no avoidance or evasion, setting the rate at 23 percent (tax-inclusive) would reduce revenues by \$7 trillion relative to current law. The required tax rate to hold the government and revenue constant would be 31 percent tax-inclusive (44 percent tax-exclusive) if there were no evasion or avoidance and much higher under more plausible assumptions.

INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « OECD Tax Database », 22 avril 2005, 4 pages.

http://www.oecd.org/document/60/0,2340,fr_2649_37427_1942460_1_1_1_37427,00.html

Base de données permettant de comparer les régimes et les taux d'impositions des particuliers et des sociétés en vigueur dans les états membres de l'OCDE.

- This annual database provides comparative information on personal and corporate income tax and consumption tax systems and rates in OECD countries since 2000. Information on social security contributions levied on employees and their employers is also reported. The database reports personal and corporate tax rates as well as social security contributions in effect at the beginning of the tax year.

DIALOGUE FISCAL INTERNATIONAL

Policy Advice Division of the Inland Revenue Department, « Implementing the carbon tax : A government consultation paper », mai 2005, 45 pages.

<http://www.taxpolicy.ird.govt.nz/publications/files/html/carbontax/index.html>

Document de consultation à l'égard d'une taxe sur les émissions de carbone que désire adopter le gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

- In 2002 the New Zealand Government confirmed a package of domestic policies for responding to climate change. As part of that package, it was decided that the international price of emissions should be introduced to the New Zealand economy through a carbon tax. This consultation paper provides further detail and seeks comments on the proposed implementation of the carbon tax.

DIVERS

David G. Duff, « The Abolition of Wealth Transfer Taxes: Lessons from Canada, Australia and New Zealand », *U Toronto, Legal Studies Research Paper No 05-08*, mai 2005, 61 pages.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=719744

Étude relatant les objectifs et les enjeux de l'abolition de l'imposition des transferts de la richesse vécue par le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

- When the United States acted to phase-out its estate tax by 2010, it joined a small but growing group of countries which have also repealed their wealth transfer taxes. In Canada, federal gift and estate taxes were repealed in 1972 and provincial wealth transfer taxes were abolished in the 1970s and 1980s. In Australia, State and Commonwealth wealth transfer taxes were repealed in the late 1970s and early 1980s. New Zealand followed suit in the 1990s, reducing estate tax rates to zero in 1992 and repealing the tax in 1999. This paper reviews the abolition of wealth transfer taxes in Canada, Australia and New Zealand, relying on public choice theories of politically efficient revenue structures to help explain the repeal of these taxes in each country. Part II outlines the essential elements of public choice theory and its implications for tax policy. Part III surveys the history of wealth transfer taxes in Canada, Australia and New Zealand, examining in detail the events leading up to the repeal of these taxes, and illustrating the relevance of public choice theory to their abolition in each country. Part IV offers brief conclusions on the significance of this experience for the future of wealth transfer taxation in these and other countries.

Li Jin, « Capital Gain Tax Overhang and Price Pressure », février 2005, 45 pages.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=676226

Essai examinant l'impact de l'imposition du gain en capital sur le comportement des investisseurs et le marché boursier.

- Capital gains tax can impose a potentially large cost on investors selling stocks. This cost can sometimes be an order of magnitude larger than conventional transaction costs. This paper addresses the question of whether capital gains tax serves as an impediment to selling and if so, to what degree this delayed selling by investors subsequently affects stock prices. Using a database of large U.S. institutions' stock holdings with data on institutions' client profiles, two main results are obtained. First, selling decisions by institutions serving tax-sensitive clients are shown to be sensitive to their cumulative capital gains, a pattern not observed for institutions with predominantly tax-exempt clients. In particular, both the likelihood and magnitude of selling by institutions that serve tax-sensitive clients are negatively related to cumulative capital gains. Second, tax-related underselling appears to significantly impact stock prices during large earnings announcements. Specifically, following a large quarterly earnings surprise, tax-sensitive investors sell less aggressively a stock that has large capital gains; thus for a stock held primarily by tax-sensitive investors, the corresponding price reaction is less negative (or more positive) if it has accumulated large capital gains. Further analysis shows that the price reaction pattern is more severe when arbitrage is more costly.

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Jacinthe Arès, Mélanie Boiteau, David Bourque, Urszula Chalupa, Stéphanie Côté, Rachid Fizazi, Mathieu Gélinas, Sophie Larochelle.